

ZAKI LAIDI

Pourquoi les peuples se méfient du libre-échange

Depuis maintenant quelques semaines, la campagne électorale américaine paraît dominée par la question des délocalisations des services américains vers l'Asie, et principalement l'Inde. Si le débat resurgit, c'est pour une raison relativement simple : la croissance américaine repart avec un niveau de création d'emplois extrêmement bas. Le déficit d'emplois est évalué à 4 millions. D'où le lien direct et naturel qui est fait entre cette destruction des emplois nationaux et la délocalisation des services. Mais cet « événement » n'arrive pas seul. S'y ajoute le déficit commercial avec la Chine, le contentieux commercial avec l'Europe, l'évaluation plus que mitigée faite de l'Aléna, sans parler bien sûr de l'échec de Cancun. Tout ceci fait qu'un peu partout dans le monde, la logique libre-échangiste semble de moins en moins populaire. Le fait préoccupant est que cette impopularité est mondiale : au Nord, les pays riches craignent de perdre leurs emplois au profit des pays à bas salaires, tandis qu'au Sud on appréhende une ouverture commerciale qui creuserait les inégalités. Comment donc expliquer ce paradoxe qui conduit à se représenter l'ouverture commerciale comme un jeu où tout le monde perd, alors qu'il s'agit d'un jeu où tout le monde devrait être potentiellement gagnant ? A cela il y a cinq explications majeures. La première tient au fait que le commerce est vu à travers le monde comme un jeu mercantiliste, alors que le fondement de ce commerce est en réalité fondé sur l'avantage comparatif. Dans toutes les études d'opinion internationales sur le commerce dont on dispose, on voit bien que, de façon générale, les opinions estiment qu'il vaut mieux exporter beaucoup et importer le moins possible car un solde commercial est vu comme une richesse créée en quelque sorte « sur le dos des autres ». Comme sur les questions identitaires, la fermeture est spontanément préférée à l'ouverture lorsque l'on se sent menacé ou en difficulté. Or les règles et les enjeux du commerce mondial n'ont naturellement rien à voir avec le mercantilisme. Le fondement du commerce est l'avantage comparatif. Or cette règle consiste précisément à dire qu'il faut abandonner à d'autres ce que les autres produisent moins cher ou mieux pour se concentrer dans ce

que l'on fait mieux que les autres. Le drame est que les Etats qui, par certains côtés, insistent sur le principe de l'avantage comparatif pour justifier leur choix libre-échangiste, sont les premiers à développer des rhétoriques politiques mercantilistes. Ils présentent tel contrat mirifique comme une source prodigieuse de création d'emplois, tout en sachant que si l'on crée des emplois dans un secteur, on en détruit nécessairement dans un autre. Car si tel n'était pas le cas, ce serait toujours les mêmes qui profiteraient du commerce mondial. Le noeud du problème tient à la relation entre commerce et emploi. Or, sur ce point, les choses sont complexes. D'abord, il faut dire qu'il n'existe aucun lien entre déficit commercial et perte d'emplois. La décennie 1990, qui a été pour les Etats-Unis la décennie la plus fastueuse pour l'emploi, a été marquée par de très forts déficits commerciaux. A l'inverse, les années 1990-1997, qui, en France, ont été des années noires pour l'emploi, ont été des années commercialement excédentaires. Le fond du problème est que le commerce n'a pas vocation en soi à créer des emplois. Mais, cela, aucun gouvernement ne peut le dire. Car, s'il le disait, immédiatement surgirait cette question : mais pourquoi tant de sacrifices si ce n'est pas pour créer de l'emploi ? En fait, le commerce a fondamentalement pour fonction de favoriser une meilleure allocation des ressources à l'échelle mondiale. Mais, pour le citoyen ordinaire, ce raisonnement général reste totalement abstrait. En fait, la création d'emploi dans un pays dépend d'un nombre considérable de facteurs, dont le commerce n'est qu'une des variables. Au demeurant, il n'y a aucun lien entre le degré d'ouverture d'une économie et son niveau de chômage. Les économies européennes, qui ont le même degré d'ouverture économique, connaissent des niveaux de chômage très variés. Mais, là encore, la complexité du monde et de ses réalités bute toujours sur le vécu des individus qui voient les choses de leur propre point de vue et non de celui de leurs voisins, qui pensent à leur situation immédiate et non à celle de leur pays en général. A quelqu'un qui vient de perdre son emploi parce que l'usine est délocalisée, on ne peut pas simplement dire que c'est la loi de l'avantage comparatif qui joue contre eux. Les règles du libre-échange sont dans les faits très éloignées du sens commun, ce qui rend sa légitimation politique extraordinairement difficile. Cela nous renvoie à un troisième problème qui est celui de la balance entre gagnants et perdants. En effet, même si les conséquences de l'ouverture sont globalement positives pour la plupart des pays, il serait faux de croire que les bénéfices de l'ouverture sont neutres socialement. Les non-qualifiés souffrent plus que les qualifiés, par exemple. Or on ne sait pas très bien comment prendre en charge les perdants. On peut bien sûr trouver des solutions dans la requalification. Mais celle-ci ne peut jouer que sur le moyen terme et ne réussit pas très

bien auprès des personnes trop âgées pour se réadapter mais encore trop jeunes pour se faire à l'idée d'une retraite forcée. C'est là qu'intervient un quatrième facteur. Les attitudes face au libre-échange sont déterminées par l'âge, le niveau de qualification et l'idée que l'on a des chances de son pays dans l'avenir. Un jeune très qualifié vivant dans un pays riche est statistiquement bien plus optimiste qu'une personne non qualifiée et plus âgée. Ce problème est encore plus aigu dans les pays du Sud où, à qualification égale, on est généralement plus réservé quant aux bienfaits du libre-échange. En réalité, le débat sur le libre-échange est à l'image d'un malaise plus profond qui constitue un formidable défi pour les classes politiques : comment rassurer les opinions par la mobilisation des affects et l'appel à des raisonnements simples quand on a affaire à des enjeux complexes, aux effets diffus et aux conséquences ambivalentes. C'est sur cet écart croissant entre complexification du monde et demande rassurante de réformes simples qui surfent désormais les populismes. Il y a enfin un cinquième facteur qu'il faut prendre en compte dans cette hostilité au libre-échange : le fait que les enjeux commerciaux interfèrent avec des enjeux sociaux, culturels et environnementaux. Ainsi, par la force des choses, la coalition des adversaires potentiels du libre-échange tend à s'élargir et à occuper une place centrale dans les agendas politiques nationaux.

ZAKI LAIDI est politologue.